40ème "anniversaire" du 10 mai 1981: la nécessité de tirer toutes les leçons de l'échec de la politique de relance de la gauche

Nous avions déjà essayé de comprendre pourquoi la politique de keynésienne de relance avait échoué, conduisant au « tournant de la rigueur » de 1983, présenté comme une « parenthèse » (par Jospin) qui ne s'est jamais refermée depuis. L'immense espoir de « changer la vie » soulevé par l'élection de Mitterrand a été très vite douché, marquant le début de la rupture de la gauche avec les milieux populaires.

L'intérêt de ce débat n'est pas purement historique : ne tirant aucun leçon sérieuse de l'échec de 1981, les réformistes nous font croire qu'une politique de relance dans le cadre du capitalisme pourrait aujourd'hui fonctionner, à condition d'avoir une « volonté politique » plus forte pour l'imposer. Il est donc très important de revenir sur l'expérience de 1981, afin de comprendre que la seule alternative viable aux politiques néolibérales, dans un contexte de crise structurelle du capitalisme, consiste à rompre avec le capitalisme et à engager une transition communiste dont le socle est l'expropriation des grands groupes capitalistes et la socialisation des grands moyens de production.

Avant 1981, le programme du PS était en apparence très « radical », fondé sur le triptyque nationalisations, planification, et autogestion. En 1979, lors du congrès du Metz, Mitterrand nouait une alliance avec la gauche du parti (le CERES de Chevènement) qui proclamait la nécessité de rompre avec le capitalisme. Néanmoins, ce discours de « rupture » s'est avéré en grande partie factice : le « projet socialiste » de 1980 édulcorait le programme, et les « 110 propositions » de 1981 mettaient de côté les « réformes de structure » pour ne parler que des mesures sociales et de relance keynésiennes.

En 1981, le gouvernement a bien mis en place un plan de relance : hausse des dépenses publiques (avec une création de 160000 postes de fonctionnaires entre 1981 et 1983), hausse du SMIC (augmentation de 40% entre juin 1981 et mars 1983, avec 10 % corrigé de l'inflation), hausse des prestations sociales. Les nationalisations prévues ont bien eu lieu, faisant passer 700000 salarié·e·s du secteur privé au secteur public. Environ un quart de la valeur ajoutée (et près de la moitié du capital productif) des entreprises était sous le contrôle de l'État. Dans un premier temps, la croissance a

été stimulée mais celle-ci s'est très rapidement révélée déséquilibrée et insoutenable : panne de l'investissement, creusement rapide du déficit commercial. Le gouvernement se heurtait de plein fouet à la « contrainte extérieure » (comme Allende au Chili au début des années 1970) : la fuite des capitaux et la spéculation contre le franc battaient leur plein. Alors qu'au congrès du PS d'octobre 1981 Paul Quilès proclamait « *il ne faut pas se contenter de dire, de façon évasive, comme Robespierre à la convention le 17 Thermidor 1794 'des têtes vont tomber', il faut dire lesquelles et le dire rapidement, c'est ce que nous attendons du gouvernement car il en va de la réussite de notre politique* », l'appareil d'État bourgeois restait intact et ne pouvait donc que servir les intérêts de la classe capitaliste. Aucune tête n'est tombée. Dès 1981, les postes clé (premier ministre Mauroy, ministre de l'économie Delors, ministre du plan Rocard) étaient confiés à des représentants de l'aile droite du PS pour bien s'assurer qu'aucune amorce de rupture avec l'ordre capitaliste ne serait engagée.

Est-ce à dire qu'avec quelques têtes coupées et un peu plus de volonté politique la politique de relance aurait pu fonctionner ? Bien entendu, si le gouvernement voulait se donner une chance de réussite, il aurait fallu qu'il prenne au sérieux la contrainte extérieure (comme devrait également le faire, *a fortiori*, un gouvernement révolutionnaire !), en contrôlant strictement les échanges extérieurs et les mouvements de capitaux, en sortant du système monétaire européen, bref en cherchant à se dégager des marges de manœuvre. Ces mesures sont vitales et indissociables de toute expérience de rupture (même limitée) avec le néolibéralisme. Mais il aurait surtout fallu engager la rupture avec le mode de production capitaliste. En effet, dans un contexte de crise de suraccumulation de capital, la hausse des dépenses sociales et des salaires se fait forcément au détriment des profits, et donc ne peuvent conduire qu'à une baisse de l'investissement et à une aggravation de la crise. Elles ne sont pas viables : soit elles débouchent sur un tournant austéritaire pour restaurer les profits, soit elles débouchent sur un renversement du système.

C'est cette leçon que les réformistes se refusent à tirer, car elle impliquerait qu'ils et elles mettent définitivement à la poubelle le cœur de leur programme : améliorer les conditions de vie des travailleurs/ses en réformant le capitalisme, tout en gardant parfois la perspective (pour plus tard) d'aller vers le communisme. Quelques nationalisations sont insuffisantes pour amorcer une transition communiste et sortir du mode de production capitaliste. Les entreprises publiques ne peuvent alors que se soumettre aux règles du jeu du capitalisme, et donc fonctionner comme des entreprises capitalistes privées. C'est pourquoi nous défendons une perspective « révolutionnaire », c'est-à-dire celle d'un gouvernement des travailleurs/ses qui exproprierait les grands groupes capitalistes, socialiserait les grands moyens de production, et mettrait en place de nouvelles institutions (caisses d'investissement, de salaires, etc.) pour que les travailleurs/ses puissent diriger la production sur d'autres bases que du celles profit. Bien entendu, un tel gouvernement devrait se donner des marges de manœuvre pour résister à la pression des marchés capitalistes. Il devrait donc récupérer la pleine souveraineté sur les échanges extérieurs et la monnaie, ce qui

implique une sortie de l'UE et la mise en place d'un contrôle très strict sur les échanges extérieurs.

Malheureusement, la direction du NPA se refuse à tirer de telles leçons de l'échec de la gauche au pouvoir en 1981. Dans un récent dossier de l'Anticapitaliste, elle s'en tient à la nécessité de se confronter avec la bourgeoisie, tout en minimisant la « contrainte extérieure ». Cette orientation superficielle passe à côté de l'essentiel, à savoir d'une analyse marxiste de la crise qui explique que la cause de la crise est dans la baisse du taux de profit, et que par conséquent, toutes les politiques qui prétendent relancer le capitalisme en ponctionnant les profits sont vouées à l'échec, quelle que soit la volonté politique de celles et ceux qui souhaitent sincèrement mener ces politiques.

La meilleure façon de tirer les leçons de l'échec de 1981 est donc de sortir d'une posture « anticapitaliste » abstraite pour renouer avec une analyse marxiste de la crise et une perspective communiste révolutionnaire qui met au centre de son programme l'appropriation collective des moyens de production par un gouvernement révolutionnaire des travailleurs/ses.

Gaston Lefranc, le 10 mai 2021